

L'incursion turque au nord de l'Irak : quels enseignements ?

lundi 17 mars 2008, par [Levent Ünsaldi](#)

L'état major turc (Genelkurmay) annonce le vendredi 29 février la fin de sa brève incursion au nord de l'Irak, en direction du camp de Zap, situé dans une profonde vallée à 6 km de la frontière turque et qui constitue, à ce titre, un des principaux points de passage utilisés par le PKK (sigle pour Parti des travailleurs du Kurdistan) pour s'infiltrer en Turquie et y mener des actions.

Voilà la seule chose dont on est à peu près sûr et que l'on peut considérer comme certaine, tant est grande l'opacité qui accompagne les questions touchant à la défense en Turquie. Toute analyse plus poussée, à l'heure actuelle, en termes d'objectifs, d'efficacités et de retombées concrètes de ce type d'opérations, relèverait par conséquent, en l'absence de données empiriques (absence totale ou partielle), de la spéculation scholastique. Laissons donc pour le moment cette tâche aux esprits investigateurs et laborieux qui tenteront ultérieurement de l'accomplir. Dans l'immédiat, l'avant, le pendant et l'après des huit jours d'opérations au nord de l'Irak recèleraient en revanche d'excellents éléments de réflexion quant à la nature des rapports civilo-militaires en Turquie.

Primo, l'avant de l'incursion, qui du gouvernement et/ou de l'armée a décidé d'une telle intervention ? Si on se fie à la rhétorique officielle, si parfaitement neutralisée politiquement, c'est le résultat d'une concertation profonde entre les différentes branches de l'appareil étatique et le gouvernement civil afin de préserver les intérêts suprêmes de la nation. Mais on sait aussi que ce processus décisionnel n'est jamais simple et doit lui-même être analysé (affirmation valable par ailleurs pour n'importe quel pays et n'importe quelle structure du pouvoir). Les hésitations quant au déclenchement d'une opération au nord de l'Irak en disent long sur les intérêts et considérations divergents du gouvernement de l'AKP (le Parti de la Justice et du Développement, d'obédience religieuse) et de l'armée : celle-ci étant au fond favorable à l'efficacité d'une intervention militaire dans la zone, mais craignant qu'elle soit politiquement exploitée par le gouvernement, puisque l'AKP joue, en réalité, gagnant à tous les coups : « le résultat de la détermination de notre gouvernement à combattre le terrorisme », dirait-on, en cas de réussite, résultat convertible par ailleurs en capital politique ; « la responsabilité relèverait de l'autorité militaire » laisserait-on entendre, en cas d'échec, ce qui permettrait de ternir l'image d'une institution que l'on ne porte a fortiori pas, du côté de l'AKP, dans le cœur. Mais il est aussi tout à fait plausible que l'armée puisse s'enorgueillir d'un enlèvement du conflit dans le sud-est du pays majoritairement peuplé de Kurdes et des conséquences en chaîne pour l'AKP, celui-ci, en tête dans la région, bien avant la formation pro kurde du DTP (le Parti pour une Société démocratique) et en bon adepte du soft power quant à la gestion du dossier kurde, ne serait-ce que pour des raisons électoralistes, cherchant à éviter à tout prix une recrudescence de la violence dans la région, ce qui aurait pour conséquence d'accroître le poids de la branche militaire de l'Etat dans le processus décisionnel. De toutes ces réflexions découle alors le premier enseignement à tirer : la très forte dissociation intellectuelle pour les militaires entre l'Etat (entité sublimée et sacralisée dont l'armée assure la survie et veille sur les destinées) et le gouvernement civil (vulgaire instrument de gouvernance des profanes) devrait être continuellement gardée en tête, si l'on souhaite saisir convenablement les rapports civilo-militaires en Turquie.

Secundo, le pendant de l'incursion, il est particulièrement intéressant de noter que pendant toute la durée des opérations, les grands médias ont non seulement fait l'économie de toute critique, l'autocensure diraient-ils les observateurs les plus suspicieux, lorsque l'on connaît le rapport « intime » de certains rédacteurs en chef des journaux les plus lus du pays avec l'état-major, mais aussi relayé une propagande

ahurissante où la réalité et la fiction sont interchangeable : ainsi des commentaires des éminents « spécialistes » des questions militaires ou des généraux à la retraite commentant sur une carte la progression des troupes dans telle ou telle autre direction, parfois vers les monts Quandil, pourtant à plus de 100 km de la frontière turque ! Il en va de même des images d'archives aux allures de superproduction hollywoodienne diffusées en boucle aux journaux télévisés de 20 heures ; une incursion militaire en quelque sorte imaginaire mise en scène, avec générique, musique et suspense, tant à cause de l'absence d'images récentes (la zone de combats étant formellement interdite aux journalistes) que par sa qualité d'opération ultramoderne. Lorgnant du côté du cinéma d'action, s'en inspirant, la télévision a ainsi pallié l'absence d'images par une mise en forme cinématographique des seules photos officielles diffusées par l'armée via son internet, devenu entre-temps le principal moyen d'information et de communication de l'état-major. Ainsi dans une ambiance d'euphorie populaire où le doute n'est plus permis, tout le public se trouve tributaire des seules informations et images diffusées avec parcimonie par l'état-major et relayées par les grands medias : tant de militants neutralisés, tant de bases de commandement, d'entraînement et de logistique détruites, avec une performance inégalable, puisque l'état-major le dit, le ratio de militaires tombés et terroristes tués étant de 1/24 (24 militaires portés disparus et 240 militants neutralisés). La faillite du politique durant ce processus est par ailleurs quasi-totale. Sous prétexte qu'ils sont peu au fait des questions militaires, tous les responsables politiques, en tête le Premier ministre, pourtant combien sensible au principe du primat du politique sur le militaire ! et ses ministres de la Défense et des Affaires étrangères, disparaissent littéralement de la circulation. Ils s'en remettent volontiers au chef d'état-major pour la conduite des opérations, qui exerce, quant à lui, une autorité absolue, sans aucune ingérence de la part du pouvoir civil, sur le choix des cibles, équipements ainsi que la mise en condition et le déploiement des forces sur le terrain. S'ensuit alors le second enseignement à tirer : il est établi aujourd'hui que lorsque les civils se contentent d'écouter respectueusement et passivement les états-majors et se déclarent incompetents à propos des questions qu'ils qualifient sans discernement de techniques, l'armée livrée à elle-même s'efforcera d'accroître son pouvoir dans le processus décisionnel, ceci allant de pair avec la prééminence des intérêts corporatifs de l'institution militaire dans ses rapports avec le système global. N'oublions pas que le pouvoir militaire existe sous deux formes : dans la réalité objective, sous la forme d'un certain nombre de privilèges (budgétaire, économique, politique, juridico-constitutionnel) accordés à l'institution militaire mais aussi dans les têtes, notamment des responsables politiques qui, à travers leurs prises de position sur tel ou tel autre sujet (notamment dans le domaine de la défense au sens large du terme, mais non seulement) reconnaissent et reproduisent inconsciemment le pouvoir militaire.

Tertio, l'après de l'incursion, ainsi décidée et conduite dans une opacité quasi-complète, la brève incursion turque de 8 jours au nord de l'Irak cède sa place à une polémique assez vive, voire violente, entre l'état-major et les deux principaux partis d'opposition au Parlement, à savoir le CHP (le Parti républicain du peuple), centre-gauche et le MHP (le Parti d'action nationaliste), extrême-droite. Ce dernier accuse l'armée d'avoir accordé un certain prestige au PKK en publiant des communiqués le dépeignant comme une force régulière. Le leader du CHP met, pour sa part, en doute des affirmations du chef d'état-major selon lesquelles le retrait des troupes turques n'avait rien à voir avec les pressions exercées par les Américains (le retrait étant effectivement intervenu peu après que Washington eut sommé Ankara de conclure rapidement ses opérations). La réplique de l'état-major ne se fait pas attendre. « Pour la première fois en 24 ans de lutte contre le terrorisme, les forces armées turques sont la cible d'attaques dénuées de sens. Ces attaques nuisent davantage à la détermination des forces armées turques que ne peuvent le faire les traîtres » répond l'état-major, encore une fois à partir de son site internet !

Deux enseignements sont à tirer de ce débat.

Le premier porte sur les rapports qu'entretient l'armée avec le champ politique. Contrairement à certains schèmes de pensée du sens commun qui suppose sinon des alliances durables, du moins des affinités permanentes entre telle ou telle autre formation politique et l'armée tels les couples présumés CHP-Armée ou MHP-Armée que l'on suppose agir en accord en raison notamment de leurs susceptibilités séculière et nationaliste, tout se passe comme si le militaire, agissant en substitut de l'Etat, donc légitime, était intégré dans un jeu complexe à géométrie variable où rien ne se fait contre lui ni sans lui. S'ensuivent, entre les acteurs civils et militaires, des interférences, des fusions, des interpénétrations et

des alliances stratégiques, partielles ou momentanées mais jamais définitives. Le débat actuel en apporte la preuve : l'AKP, jusque-là dans le collimateur des militaires, se rangeant du côté de l'état-major, certes timidement, dans la polémique qui l'oppose aux CHP et MHP voulant tous les deux rompre avec l'image d'un parti autoritaire, bureaucratique, allié aux militaires, ce qui n'est pas très payant sur le plan électoral, surtout à l'approche des élections municipales toutes proches.

Le second enseignement à tirer concerne la symbolique militaire. La violence des termes employés par l'armée dans son communiqué tels « traître », « félon », « sournoise », bien que l'ensemble des acteurs politiques et les médias en fassent régulièrement usage, renvoie en fait à un penchant quasi généralisé chez les militaires turcs qui, dès lors qu'ils se posent comme représentants exclusifs de l'idée nationale, tendent à considérer comme mauvais esprit quiconque formule des critiques à l'égard de l'organisation martiale. Avidé de connaître ce qui lui est extérieur dans un souci d'efficacité, l'armée n'a donc pas la même attitude à son propre égard. Ceci a pour conséquence de contribuer au repli sourcilleux de l'institution militaire sur elle-même, d'assurer davantage l'autonomie de la société militaire et de renforcer par là même ses ressources pour intervenir dans la vie politique. Aussi, un des principaux défis à relever en Turquie, puisque c'est là que réside aussi une autre clé de la compréhension du « problème » militaire turc, est de former un corps des officiers qui ne se croie pas au-dessus de la mêlée et ne se considère pas propriétaire exclusif du sentiment patriotique.

Sources

Cet Article nous a été proposé par Levent ÜNSALDI, sociologue (IEDES/Université de Paris I) Il est aussi l'auteur du livre « Le militaire et la politique en Turquie » (Harmattan, 2005)